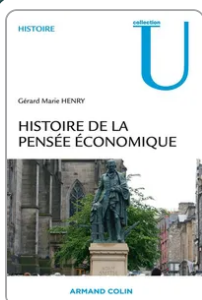


Histoire de la pensée économique 2009



☰ Chapitre d'ouvrage

Chapitre 4 - David Ricardo et les lois qui règlent la distribution

Par [Gérard Marie Henry](#)

Pages 73 à 92

Économie monétaire

Économie bancaire

Économie du travail

Économie rurale

É 

Article

Auteur(s)

Illustrations

Sur un sujet proche

Feuilleter

« Ricardo fait délibérément de l'opposition des intérêts de classes, de l'opposition entre salaire et profit, profit et rente, le point de départ de ses recherches ; il la formule naïvement comme la loi naturelle immuable de la société humaine. »^[1]

Qui était Ricardo ?

David Ricardo est né à Londres en 1772, troisième d'une famille de dix-sept enfants. Ses parents, des Juifs sépharades, avaient émigré en Hollande lors des persécutions antisémites et de l'expulsion des Juifs de la péninsule Ibérique à la fin du XV^e siècle. Abraham, le père de David, s'était ensuite installé à Londres comme courtier en bourse (*stockbroker*).

Dès l'âge de quatorze ans, David est employé à plein temps dans l'office de son père à la Bourse de Londres. En 1793, Ricardo se convertit à la religion chrétienne et la séparation familiale qui en résulte le contraint à s'établir à son compte comme négociant en obligations d'État. À vingt-cinq ans, Ricardo est suffisamment riche pour pouvoir consacrer une partie importante de son temps à la réflexion. Il

[bb.pages.article.menu.tree](#)



reprend en 1810 avec la publication remarquée d'une brochure intitulée « Le prix élevé du lingot, preuve de la dépréciation des billets de banque ». Une commission parlementaire confirme que l'augmentation du prix de l'or est bien due à l'émission excessive de billets de banque, comme le soutient Ricardo .

Le nom de Ricardo devient connu, les membres du gouvernement le sollicitent pour des conseils, et des économistes renommés, en particulier James Mill, Thomas Malthus, et plus tard Jean-Baptiste Say, entrent en relation avec lui. En 1815, Ricardo, devenu immensément riche, se retire définitivement des affaires, et achète un superbe manoir pour y vivre en *country gentleman*.

La fortune de Ricardo

« Je suis suffisamment riche pour satisfaire tous mes désirs et les désirs raisonnables de tous mes proches », écrit Ricardo à James Mill en 1815. Ricardo lègue en 1823 un patrimoine d'environ 750 000 livres, dont 200 000 livres sous forme de prêts hypothécaires, 2 millions 750 000 francs de rentes françaises et le reste en propriétés foncières, soit l'équivalent d'environ 100 millions d'euros 2007. » ^[2].

Ricardo publie la même année une nouvelle brochure qui critique les restrictions placées sur l'importation des céréales étrangères par le Parlement anglais (*Corn Laws*) (les dictionnaires anglais définissent « *corn* » comme regroupant l'avoine, le blé, l'orge et le seigle). L'opuscule constitue la première esquisse des idées de Ricardo sur la répartition des revenus. En 1817, Ricardo reprend et généralise cette analyse dans son œuvre maîtresse *Principles of Political Economy and Taxation*, un ouvrage qu'il ne cesse de corriger et de compléter au cours des deux éditions ultérieures (1819 et 1821). De 1819 à sa mort brutale en 1823, Ricardo siège au Parlement où il vote de façon régulière avec la minorité libérale.

orales et que son nom figure 166 fois sur les 237 motions minoritaires qui sont votées pendant ses deux mandats. Ricardo intervient à plusieurs reprises pour proposer la suppression de réglementations qui limitent la liberté du travail (comme par exemple l'interdiction d'employer des salariés non résidents), ou la liberté du travailleur (comme par exemple le paiement des salaires en nature ou en jetons utilisables dans le magasin de l'entreprise [*truck system*]). Edwin Cannan (1861-1935) est professeur d'économie et historien de la pensée économique à la *London School of Economics* de 1895 à 1926. ■

La Grande-Bretagne à l'époque des guerres napoléoniennes

Entre la publication de *La Richesse des Nations*, en 1776, et celle des *Principes d'Économie Politique* de David Ricardo, en 1817, quarante et un ans se sont écoulés pendant lesquels vingt-trois années de guerres, car la Grande-Bretagne et la France sont en guerre de 1793 à 1815.

Les idées économiques d'Adam Smith n'ont guère rencontré d'échos au Parlement anglais – le livre de Smith n'est pas cité avant 1783 – et le traité de commerce franco-anglais de 1786 qui met temporairement fin à la guerre commerciale entre la France et la Grande-Bretagne ne doit en fait pas grand-chose à son influence libre-échangiste^[3].

Adam Smith avait parlé des merveilleux résultats de l'initiative individuelle et de la division du travail et il avait assuré qu'il est parfaitement possible aux salaires de croître, à condition qu'ils « donnent au travail une récompense libérale ».

La réalité économique des premières décennies du XIX^e siècle semble bien plus sombre. Aux yeux de Ricardo et de nombre de ses contemporains, ce sont les problèmes (et non les progrès) économiques qui sont les plus apparents.

côté, se tient prête à racheter pour de l'or les billets qu'elle a émis. L'usage de plus en plus répandu des chèques amène la création de la *London Clearing House* qui réduit au minimum les transferts d'espèces entre les banques qui font partie du système. Adam Smith était favorable à l'utilisation du « papier-monnaie » pour remplacer l'or monnayé, car la quantité de monnaie peut alors varier de façon optimale avec l'activité économique, à condition que chaque banque « escompte à un marchand une vraie lettre de change tirée par un vrai créancier sur un vrai débiteur et qui, aussitôt qu'elle est due, est réellement payée par ce débiteur ».

Lorsque Henry Thornton publie en 1802 son *Enquête sur la nature et les effets du crédit en Grande-Bretagne* ^[4], la structure du système bancaire anglais est déjà bien différente. Le nombre de banques a fortement augmenté et, à l'exception des banques londoniennes, la plupart d'entre elles ne sont soumises à aucune réglementation et elles sont donc fragiles.

Henry Thornton

Henry Thornton (1760-1815) est un banquier et un économiste. C'est également un remarquable parlementaire qui demande l'abolition du commerce des esclaves (« la traite des Nègres ») et qui vote en 1783 pour la paix avec les États-Unis d'Amérique. ^[5] ■

Il y a déjà plus de 800 banques (réglementées ou non) vers 1810 en Grande-Bretagne. Dans la plupart des cas, les banques locales sont étroitement liées à des entreprises ou des secteurs particuliers. Ces banques permettent ainsi à des petits ateliers, des mines, des moulins, de trouver le capital nécessaire. Sans ces banques, la « Révolution industrielle » aurait été rapidement étouffée dans l'œuf ^[6]. Les faillites bancaires risquent de déstabiliser d'autres banques plus importantes jusqu'à mettre en danger la Banque d'Angleterre elle-même.

lorsque la crainte d'un débarquement français précipite une attaque sur les réserves métalliques de la Banque. La première expérience anglaise d'un étalon monétaire non métallique commence bien : il y a peu d'inflation et la livre ne se déprécie guère sur les marchés des changes. La Banque d'Angleterre peut même reconstituer ses réserves. La situation se dégrade à partir de 1800 lorsque le gouvernement anglais est obligé d'augmenter ses emprunts à la Banque d'Angleterre. Les prix commencent à monter et la livre se déprécie d'environ 10 % : il suffit désormais de 111 grains d'or au lieu de 123 grains $\frac{1}{4}$ pour obtenir une livre sterling.

Henry Thornton montre que la Banque d'Angleterre, institution privée, exerce non seulement des responsabilités de prêteur en dernier recours, mais qu'elle doit également veiller par son émission de billets à ce que la masse monétaire et le niveau des prix évoluent de façon stable :

« [La Banque] doit limiter le montant total des billets émis et, pour atteindre cet objectif, elle ne doit pas hésiter à freiner le crédit lorsqu'il y a une forte demande. Elle ne doit cependant pas diminuer les sommes en circulation, mais les laisser varier entre certaines limites ; elle doit permettre une augmentation lente et prudente de ces sommes, à mesure que l'activité générale du pays s'accroît ; elle doit accepter une augmentation spéciale mais temporaire de la circulation lorsqu'une grave difficulté ou un sentiment d'inquiétude extraordinaire surviennent, de façon à éviter une demande accrue de pièces d'or ; elle doit, au contraire, pencher du côté de la diminution, s'il y a des sorties d'or, ou si les échanges extérieurs restent défavorables sur une longue période. »^[7]

En 1809, il suffit de 107 grains d'or pour obtenir une livre. Ricardo envoie alors trois lettres au *Morning Chronicle* consacrées au problème du « prix de l'or ». Il explique l'augmentation du cours de l'or par l'émission excessive de billets de banque. En 1810, un comité est donc nommé par le Parlement pour « étudier les causes du prix élevé du lingot d'or et pour prendre en considération l'état des moyens de paiement

ainsi que par les autres banques », reprenant l'explication de Ricardo selon lequel « la monnaie-papier est maintenant excessive et dépréciée en comparaison de l'or ; le prix élevé du métal et les taux de change faibles sont la conséquence en même temps que le signe d'une telle dépréciation ».

Pour les opposants du retour à l'étalon-or, les « anti-bullionistes », l'augmentation du prix du lingot reflète simplement la détérioration de la balance des paiements anglaise. Reprenant la théorie des « effets réels » (*real bills*) d'Adam Smith, ils affirment qu'« il ne peut pas y avoir d'émission excessive de billets de la Banque d'Angleterre, tant que l'escompte d'effets de commerce se limite à du papier solide, provenant de vraies transactions commerciales, et payable dans des périodes courtes et fixées ».

Ricardo répond aux critiques des anti-bullionnistes en publiant en 1810 son premier ouvrage économique, une brochure intitulée « Le prix élevé du lingot ». Pour restaurer une monnaie solide, Ricardo explique :

« Le remède que je propose pour résoudre les problèmes de notre monnaie est que la Banque d'Angleterre devrait réduire graduellement le nombre des billets en circulation jusqu'à ce qu'ils retrouvent une valeur égale aux pièces qu'ils représentent ou, en d'autres termes, jusqu'à ce que les pièces d'or et d'argent retrouvent le prix qu'elles avaient lorsqu'elles ont été frappées. »^[8]

Thornton avait écrit que « si la Banque se plie aux sollicitations des marchands ou aux demandes du gouvernement pour déterminer le volume de ses émissions de billets, elle adopte une très dangereuse règle de conduite » et Ricardo confirme : « Les émetteurs de papier-monnaie doivent régler leurs émissions uniquement en fonction du prix du lingot, et non en fonction de la quantité de billets en circulation. »

Ricardo explique que les effets de l'augmentation de la masse monétaire sont transitoires.

[bb.pages.article.menu.tree](#)



les intervalles entre les émissions de billets par la Banque, et leur effet sur les prix que nous sommes sensibles à l'abondance de monnaie ; pendant cet intervalle, le taux d'intérêt est en dessous de son niveau naturel ; mais aussitôt que la quantité supplémentaire de billets a été absorbée dans la circulation monétaire, le taux d'intérêt revient au niveau qu'il avait avant les émissions de billets par la Banque. »^[9]

Le Parlement décide du retour à la convertibilité en mai 1819 et la frappe libre de l'or est réintroduite en mai 1821. Lors des débats à la Chambre, Ricardo regrette que le bimétallisme soit conservé et que la Banque d'Angleterre ait émis plus de billets qu'il n'était nécessaire pour remplacer l'or sorti du pays. C'est cette augmentation de la circulation monétaire qui explique, selon lui, la dépréciation de la livre qui a suivi, comme il l'avait prévu.^[10]

Les *Corn Laws* et la controverse avec Malthus

La situation économique de la Grande-Bretagne, telle qu'elle est ressentie dans le premier quart du XIX^e siècle, influence certainement les analyses des économistes contemporains. L'explosion démographique semble précéder la croissance économique, et la hausse continue du prix du pain, malgré l'importation de céréales, renforce la crainte du surpeuplement. En fait, les travaux ultérieurs montreront que la croissance économique de la Grande-Bretagne, dès cette époque, est beaucoup plus rapide que la croissance démographique. De 1801 à 1821, la population augmente de 34 %, alors que le produit national progresse d'au moins 58 %^[11].

En 1801, la population de la Grande-Bretagne ne dépasse que de très peu dix millions d'habitants. En 1821, elle atteint près de quatorze millions, et elle continue d'augmenter en dépit d'une émigration substantielle. Ce décalage apparent entre ces deux tendances explique sans doute le pessimisme qui transparaît dans les écrits des commentateurs économiques de l'époque, en premier lieu Malthus et

française augmente de moins de 7 % de 1801 à 1821 en passant de 29 millions à 31 millions.

La question du blé et la protection de l'agriculture concernent au premier chef les agriculteurs qui représentent encore la composante la plus importante de la population active, même s'ils ne sont plus majoritaires. L'agriculture anglaise est, dès cette époque, constituée d'un petit nombre de propriétaires fonciers qui louent leurs terres à des « fermiers » qu'on doit considérer comme des entrepreneurs qui utilisent un capital important et emploient des salariés. Les propriétaires fonciers représentent les intérêts du monde agricole au Parlement.

La question du blé et la protection de l'agriculture concernent également les pauvres qui bénéficient de secours payés grâce aux coûteuses taxes sur les pauvres.

Poor Laws, les lois sur les pauvres

Les mesures d'aide aux indigents sont apparues en Grande-Bretagne en 1601. L'intention initiale était de fournir du travail aux personnes en état de travailler, et de donner une assistance à ceux qui étaient incapables de gagner leur vie. Le système évolue au XVIII^e siècle, et à partir de 1796, la règle générale est de verser aux familles un complément de revenu venant s'ajouter aux salaires pour atteindre un certain niveau dépendant du nombre d'enfants et du prix du pain. Les dépenses occasionnées sont couvertes par une « taxe des pauvres » qui est supportée par les propriétaires fonciers de la paroisse où résident les indigents.

■

Le prix du blé et le protectionnisme agricole touchent également les intérêts d'un troisième groupe en train de se développer, celui des chefs d'entreprises industrielles, commerciales et agricoles. Pour ces derniers, le raisonnement est simple : si le prix du blé arrêta d'augmenter grâce à la reprise des importations, les

descend en dessous de 80 shillings par quarter. À titre de comparaison, le blé français rendu au port de Rouen est à l'époque à 40 shillings par quarter.

Les effets positifs de la hausse du prix du blé selon Malthus

Le « Professeur Malthus » publie un opuscule sur la question des *Corn Laws*, où il explique que la mesure proposée lui semble raisonnable^[12].

Son argumentation consiste d'abord à montrer que l'influence du prix du blé sur les salaires n'est plus aussi immédiate qu'à l'époque d'Adam Smith :

« Si nous étudions les dépenses des classes travailleuses de la société, nous trouvons qu'elles sont loin d'être exclusivement consacrées à la nourriture, et encore moins au pain et au blé. (...) Dans la famille de taille moyenne d'un travailleur, les dépenses se divisent en cinq parties dont deux sont consacrées au pain, deux au loyer, au chauffage, au savon, au thé, au sucre et à l'habillement, et la dernière à la viande, au lait, au beurre, au fromage et aux pommes de terre. (...) Si ces proportions sont approximativement exactes, elles signifient que la hausse du prix du blé n'a que des effets lents et limités sur le travail. (...) Il est donc manifeste que l'ensemble des salaires n'augmente pas et ne baisse pas en proportion des variations du prix du blé. »

Malthus explique ensuite que la hausse du prix du blé serait bénéfique pour l'agriculture :

« D'après les principes de l'offre et de la demande, et les principes généraux de *La Richesse des Nations*, une augmentation des prix du blé donnerait un élan significatif à l'agriculture qui attirerait ainsi plus de capital, comme on l'a vu au cours des vingt dernières années. »

La remise en cause de la théorie de la valeur-travail

[bb.pages.article.menu.tree](#)



« D'après le Docteur Smith, la hausse du prix du blé serait immédiatement suivie d'une augmentation proportionnelle du prix du travail et des autres marchandises. (...) Selon lui, aucune augmentation du prix du blé ne pourra accélérer matériellement la production de blé, ni orienter une plus grande masse de capitaux vers l'agriculture. L'expérience de quiconque regarde ce qui se passe dans les campagnes et discute avec les fermiers et les propriétaires terriens est en contradiction profonde avec ce raisonnement. »

La position erronée de Smith est due à sa théorie de la valeur-travail, que Malthus critique sévèrement :

« Le Docteur Smith a été évidemment conduit à cette conclusion par l'habitude qu'il avait de considérer le travail comme la mesure normale de la valeur, et le blé comme la mesure du travail. Mais le blé est une mesure très imparfaite du travail comme le montre amplement l'histoire de notre pays : les salaires ont connu des variations très grandes et très brutales par rapport au prix du blé. (...) Le fait que ni le travail, ni aucune marchandise ne peuvent être considérés comme une mesure précise de la valeur d'échange réelle est maintenant considéré comme un axiome incontournable de l'économie politique. »

Adam Smith avait effectivement écrit, on s'en souvient : « La valeur de chaque marchandise pour la personne qui la possède et qui ne veut pas l'utiliser ou la consommer elle-même, mais l'échanger contre d'autres marchandises, est égale à la quantité de travail que cette marchandise lui permet d'acheter ou d'utiliser. Le travail est donc la mesure réelle de la valeur d'échange de toutes les marchandises. »^[13]

Le deuxième argument de Malthus en faveur de la protection de l'agriculture a trait à la stabilité de la structure sociale existante :

« On doit reconnaître qu'une proportion excessive de travailleurs dans les manufactures ne semble pas être une condition favorable à la stabilité et au

leur vertu. (...) Je n'hésite donc pas à dire qu'il est souhaitable que l'agriculture se développe au même rythme que les manufactures, même si cela signifie freiner dans une certaine mesure la croissance de ces dernières. »

Malthus ajoute toutefois que « si la condition des personnes employées dans les manufactures n'est pas souhaitable, la plupart des effets des manufactures et du commerce sur la situation générale de la société sont bénéfiques. (...) Ils suscitent des inventions, offrent des opportunités de s'élever par l'effort et le mérite personnels, encouragent la science et les arts et donnent une structure nouvelle à la société en accroissant la proportion des classes moyennes, c'est-à-dire la catégorie sur laquelle reposent principalement la liberté, l'esprit civique et de bons gouvernements ».

Le dernier argument de Malthus fait référence à la « sécurité alimentaire » :

« Certains affirment que la sécurité est encore plus importante que la richesse, et qu'un grand pays qui suscite la jalousie des autres et qui devient dépendant du blé étranger pour nourrir une fraction considérable de sa population, s'expose au risque de ne plus obtenir ses fournitures essentielles au moment où il en a le plus besoin. (...) Un gouvernement a donc de bonnes raisons pour s'assurer une fourniture indépendante de céréales. Cet objectif, sans doute désirable, ressemble dans son esprit au *Navigation Act*. »^[14]

Ricardo et la Politique agricole commune

Les trois arguments de Malthus sont encore utilisés au XXI^e siècle lorsqu'il s'agit de défendre la *Politique agricole commune* ou le *Farm Bill*. Dans un discours au Parlement prononcé le 30 mai 1820, Ricardo critique l'idée de « sécurité alimentaire » : « L'argument le plus plausible qui avait été avancé en faveur des *Corn Laws* a été de dire qu'en important des céréales, on devient dépendant des autres pays. (...) À cet argument, on peut répondre que si nous

Dans la conclusion de son plaidoyer en faveur de la protection agricole, Malthus souligne qu'il ne faudrait pas cependant que la protection gouvernementale accordée à l'agriculture soit réclamée par d'autres secteurs de l'économie :

« Nous devrions dans le futur éviter dans les débats de mentionner la nécessité de protéger le fermier anglais et de lui garantir un profit correct. Ce n'est pas le rôle du gouvernement de garantir à telle ou telle catégorie de citoyens un taux de profit spécifique dans leurs diverses activités. »

Le *Corn Model* de Ricardo, le premier modèle économique

Les écrits de Malthus ne parviennent pas à faire de Ricardo un partisan de la protection de l'agriculture, car il est désormais convaincu que « l'importation des céréales ne doit pas être restreinte par la loi ».

Malthus a montré que l'augmentation de la rente foncière était due aux rendements décroissants, en donnant toutefois l'impression que les gains des propriétaires fonciers ne constituaient des pertes pour personne. Ricardo, qui a été un remarquable homme d'affaires avant de devenir « économiste », sait bien que le coût accru de la production doit être payé par quelqu'un. Il reprend l'idée de Malthus selon laquelle les salaires ne peuvent pas baisser (en dessous d'un certain niveau minimum), et il peut logiquement en déduire que ce sont les capitalistes qui paient l'augmentation de la rente. En quelques semaines, il produit un travail qui constituera, une fois remanié, une grande partie de son ouvrage le plus connu *Principles of Political Economy and Taxation*. Sa réponse à Malthus est publiée en février 1815^[16].

Ricardo le premier constructeur d'un modèle économique

[bb.pages.article.menu.tree](#)



pas les produits des autres secteurs, alors que tous les autres secteurs doivent utiliser le sien. « L'avantage de la méthode analytique de Ricardo est qu'au prix d'une simplification considérable, il est possible de comprendre comment se détermine le taux de profit dans l'économie sans avoir besoin de réduire à un dénominateur commun les différentes marchandises », écrivent Piero Sraffa et Maurice Dobb dans l'introduction de *The Works and Correspondence of David Ricardo*.

Ricardo veut montrer que, contrairement à ce qu'affirment Malthus et d'autres commentateurs, les variations du prix du blé ont bien un impact direct sur les salaires, mais que ces variations de salaires n'ont pas d'effet sur les autres prix ; elles agissent uniquement sur le niveau relatif de la rente foncière et des profits du capital (*profits of stock*) : si la rente augmente, les profits baissent, et vice versa. Il ne faut donc pas craindre que la baisse du prix du blé entraînée par les importations entraîne une baisse désastreuse de tous les autres prix. Le seul effet sera une diminution de la rente perçue par les propriétaires fonciers et une augmentation corrélative des profits du capital, ce qui, pour Ricardo, est très positif.

Pour sa démonstration, Ricardo reprend la définition de la rente que vient de donner Malthus :

« M. Malthus définit la rente de la terre comme la partie de la valeur de la production qui reste à son propriétaire, une fois qu'ont été payés tous les coûts de production, y compris les profits du capital employé, tels qu'ils sont estimés actuellement sur la base du taux de profit normal du capital investi dans l'agriculture. »

Malthus a effectivement publié quelques semaines plus tôt *The nature of rent*, où il explique que la rente est due à la qualité différente des sols : « On a montré que la rente est le résultat des différentes qualités du sol et de ses produits, et on a trouvé

[bb.pages.article.menu.tree](#)



fonciers. Malthus cite entre autres Jean Charles Léon de Sismondi : « La rente est la seule partie du produit du travail, dont la valeur soit purement nominale, et n'ait rien de réelle : c'est en effet le résultat de l'augmentation de prix qu'obtient un vendeur en vertu de son privilège, sans que la chose vendue en vaille réellement davantage. »^[17]

Poursuivant son raisonnement, Ricardo fait l'hypothèse simplificatrice que l'économie est en situation de croissance stable :

« Nous supposons qu'il ne se produit aucune amélioration dans l'agriculture et que le capital et la population augmentent dans les mêmes proportions, de telle sorte que les salaires réels restent identiques. »

Il rappelle ensuite que les taux de profit tendent à s'égaliser entre les diverses branches de l'économie :

« Si les profits du capital employé dans le commerce étaient supérieurs à ceux du capital employé dans l'agriculture, du capital serait retiré à la terre pour être employé dans le commerce. »

La « rente différentielle » : les rendements décroissants dans l'agriculture

Ricardo explique que comme les rendements obtenus sur les meilleures terres sont constants, il faut mettre en culture de nouvelles terres. Le taux de profit moyen baisse donc dans l'agriculture : les propriétaires des meilleures terres reçoivent désormais une rente différentielle et leurs fermiers se contentent du taux de profit général :

« Lorsque toutes les terres fertiles sont cultivées, si le capital et la population augmentent, il faut plus de nourriture et elle ne peut venir que de terres qui sont moins bien situées. (...) Sur les terres cultivées en premier, le rendement est le même qu'aujourd'hui, mais comme le taux général de profit du capital est

nouvelle création de revenu, mais elle représente une partie du revenu déjà créé. »

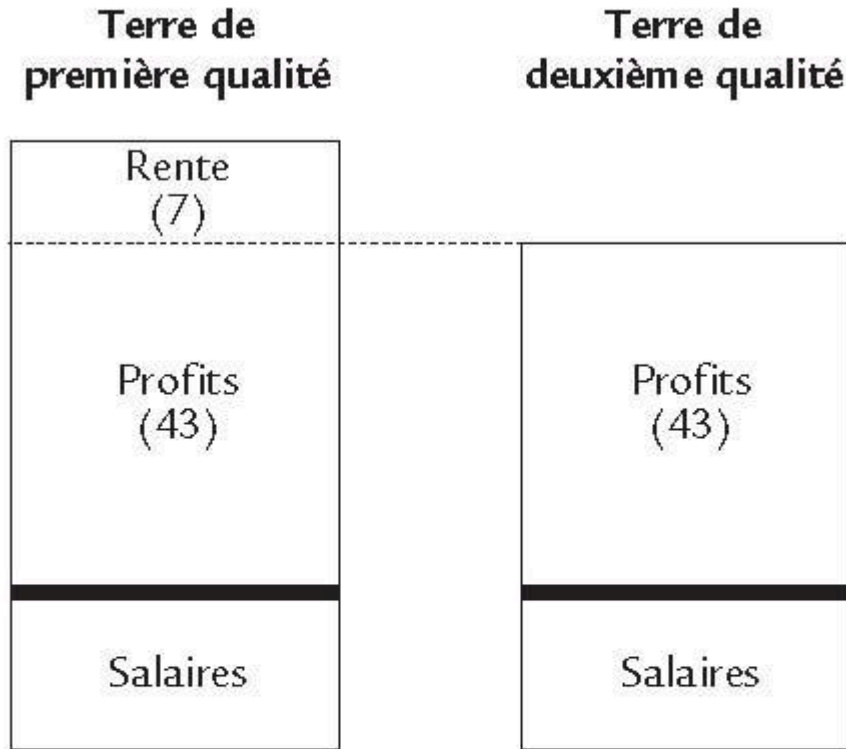
La « loi des rendements décroissants » est exprimée, peut-être plus clairement, par un autre auteur qui publie son essai quelques jours après Ricardo.

« Au cours de la croissance de la production agricole, chaque unité additionnelle de capital utilisée produit un rendement moindre que la précédente et il s'ensuit que plus le capital utilisé est important, plus le taux de profit est faible. (...) Chaque quantité additionnelle de travail utilisée dans l'agriculture fournit un rendement moindre que la précédente et il est évident que si chaque quantité additionnelle de travail fournit un rendement moindre, tout le travail utilisé dans l'agriculture au cours de sa croissance donne un rendement qui diminue progressivement. »^[18]

Les auteurs de l'époque restreignent l'application de la loi des rendements décroissants à la production agricole : « Il est évident que la même quantité de travail fabriquera toujours la même quantité de produits manufacturés », écrit West.

Mais Ricardo veut surtout montrer que ces rendements décroissants contribuent à augmenter la rente foncière. La mise en culture des nouvelles terres rend globalement plus difficile la production du blé, ce qui augmente le prix du blé et les « salaires de subsistance » des travailleurs :

« La valeur d'échange des marchandises augmente lorsque leur production devient plus difficile. Si des difficultés nouvelles apparaissent dans la production de blé, et qu'il y faut plus de travail, alors qu'il ne faut pas plus de travail pour produire l'or, l'argent, les vêtements, etc., la valeur d'échange du blé augmente nécessairement par rapport à ces choses. (...) Le seul effet de la création de richesse sur les prix, que ce soit dans l'agriculture ou les manufactures, est d'augmenter le prix du produit primaire et du travail – en



La « rente différentielle »

NB : ce graphique ne figure pas dans le texte de Ricardo. Les valeurs données dans l'illustration correspondent, par contre, à son premier exemple numérique.

On peut résumer ainsi la théorie de la rente de Ricardo. Les dépenses de culture de la terre de la plus mauvaise qualité servent à déterminer le prix du blé. La qualité des terres employées dépend de la taille de la population. Comme la population augmente, la qualité des terres mises en culture baisse et la part de la rente dans le revenu national s'accroît. Cette tendance est inexorable, compte tenu des hypothèses retenues par Ricardo.

La baisse du prix du blé a des effets positifs pour deux classes sociales sur trois

Inversement, dit Ricardo, si le prix du blé baisse grâce aux importations, il y aura plus d'emplois disponibles dans les secteurs autres que l'agriculture et, à terme, les

« M. Malthus pense qu'un bas prix du blé ne serait pas favorable aux classes inférieures de la société parce que la valeur d'échange réelle du travail, c'est-à-dire son pouvoir d'achat des produits [autres que le blé], diminuerait. (...) Il ne considère pas suffisamment les effets d'une meilleure répartition du capital sur la situation de ces classes inférieures qui serait améliorée, car le même capital emploierait désormais plus de bras. De plus les profits plus élevés favoriseraient l'accumulation du capital, ce qui, rapidement, améliorerait la condition des travailleurs. (...) Les effets de la baisse du prix du blé seraient à peu près similaires aux effets de l'amélioration des machines dont tout le monde s'accorde maintenant à reconnaître qu'ils se traduisent par une tendance nette à l'augmentation des salaires réels. »

Des trois « grands ordres qui constituent la société », seuls les propriétaires fonciers sont hostiles à la libéralisation du marché des grains :

« Il s'ensuit donc que l'intérêt du propriétaire foncier est toujours opposé aux intérêts des autres classes de la société. Sa situation n'est jamais si prospère que quand la nourriture est rare et chère, alors que toutes les autres personnes bénéficient au contraire d'une nourriture bon marché. Les rentes élevées et les profits faibles vont invariablement de pair ; on ne devrait pas se plaindre de cette situation qui n'est que la conséquence de l'ordre naturel des choses. »

Dans la division de la société en trois classes, les propriétaires fonciers, les travailleurs et les apporteurs de capital, telle que la présente Adam Smith une quarantaine d'années auparavant, on se souvient que ce sont au contraire « les intérêts de ce troisième ordre [les industriels et les commerçants] qui n'ont pas la même relation avec l'intérêt général de la société que les deux autres ».

Les apporteurs ou les utilisateurs de capital seront, dit Ricardo, les gagnants de la suppression des *Corn Laws* :

« Un pays peut bénéficier du commerce par l'augmentation du taux de profit

moi, ne peut se produire qu'en conséquence d'une baisse du prix de la nourriture. (...) [Et] dans ce cas, le revenu du pays est augmenté. »

Ricardo, économiste et propriétaire foncier, ne réussit pas à convaincre le Parlement

La loi fixant un prix-plancher du blé importé (*Importation Act*) est néanmoins votée et elle ne sera abrogée qu'en 1846. La conclusion du pamphlet de Ricardo est radicale :

« Je regrette profondément qu'en raison de la défense d'une classe particulière de la société, on permette que soit freiné le progrès de la richesse et de la population du pays. Si les intérêts des propriétaires fonciers sont si importants qu'ils nous poussent à ne pas profiter des avantages de l'importation de blé à bas prix, ils devraient aussi nous inciter à interdire toutes les améliorations dans l'agriculture et dans l'élevage. Car il est certain que de telles améliorations ne peuvent que faire baisser le prix du blé et diminuer les rentes, exactement comme le ferait l'importation de blé. Alors soyons cohérents et interdisons par la même loi les améliorations et les importations agricoles. »

Malthus soulignera plus tard ironiquement qu'en dépit des critiques répétées de Ricardo à l'égard de la malveillance des propriétaires, le célèbre économiste et honorable parlementaire a placé la plus grande partie de sa fortune dans le foncier :

« Il [Ricardo] est devenu, par ses talents et son travail, un propriétaire foncier fort important, et je ne pourrais pas trouver parmi tous ces propriétaires fonciers quelqu'un de plus honorable et plus remarquable, quelqu'un qui par ses qualités morales et intellectuelles mériterait plus ce qu'il a gagné, et l'utiliserait mieux. Il est quand même surprenant que M. Ricardo, qui perçoit des rentes considérables, a tant fait pour en minimiser l'importance nationale, alors que je pourrais être accusé d'avoir exagéré l'importance des rentes, bien que je n'en aie jamais touché. » [19]

partis pris qui peuvent apparaître dans les théories que nous avons construites, ce n'était pas à cause des préjugés liés à notre situation sociale et à nos revenus. »

Les réactions critiques à la publication de *Essay on Profits*

Malthus écrit très rapidement à Ricardo pour lui faire remarquer qu'en raison des rendements décroissants, le développement de l'agriculture anglaise doit nécessairement faire augmenter le prix du blé par rapport à celui des produits manufacturés et, comme une partie des dépenses des fermiers et des ouvriers agricoles est consacrée à l'achat de produits manufacturés, il est possible que le taux de profit dans l'agriculture augmente :

« Comme le capital réel que le fermier avance n'est pas uniquement constitué de blé, mais de charrues, de batteuses, de chariots, etc. ainsi que du thé, du sucre, des vêtements, etc. utilisés par ses travailleurs, si ce fermier peut acheter une plus grande quantité de ces choses avec une quantité moindre de blé, il restera une plus grande quantité de blé au fermier et au propriétaire foncier. L'agriculture pourra donc offrir un plus grand surplus pour le soutien et le développement des classes manufacturières et marchandes. » ^[20]

Il y aurait donc, selon Malthus, un avantage à ce que les prix du blé restent élevés. De son côté, Ricardo cherche toujours, au contraire, à montrer que les restrictions imposées aux importations de céréales ne se justifient pas, et que la baisse des prix qu'entraînera leur suppression n'aura pas d'effet sérieux sur l'économie.

Pour conserver sa représentation stylisée de l'économie sous forme d'une ferme géante avec un seul bien dans laquelle les profits et les rentes se déduisent du prix du blé et l'adapter, comme le demande Malthus, à une économie dans laquelle les travailleurs ne se nourrissent pas exclusivement de blé, Ricardo est obligé

Lorsqu'un de ses partisans, J. R. McCulloch, favorable comme lui à l'abolition des *Corn Laws*, lui fait parvenir son *Essay on a Reduction of the Interest of the National Debt*, dans lequel il propose d'indexer le taux d'intérêt de la dette à la valeur du blé, Ricardo lui répond :

« Votre système repose sur la supposition que le prix du blé détermine le prix de toutes les autres choses. Selon vous, quand le prix du blé monte ou descend, les prix de toutes les marchandises monteraient ou descendraient. Je pense que c'est faux, même si vous avez pour vous de grands experts, comme Adam Smith, M. Malthus et M. Say. »

On comprend pourquoi le premier, et le plus long, chapitre du livre que Ricardo est en train d'écrire, sera consacré à « la valeur ».

L'œuvre maîtresse de Ricardo : *Principles of Political Economy and Taxation*

« *Les Principes* est un ouvrage terriblement abstrait, dont la composition est désordonnée. (...) Certains critiques sont allés jusqu'à dire que la partie la plus claire du livre était l'index qui a été réalisé par James Mill », écrit Robert Lekachman dans son excellente *Histoire des doctrines économiques de l'Antiquité à nos jours* ^[21].

Comme l'indique Ricardo dans l'introduction de l'ouvrage, dont la première édition est publiée en 1817, sa préoccupation majeure est de « déterminer les lois qui règlent la distribution : voilà le principal problème en économie politique ». Le progrès économique, qui constituait le thème principal de *La Richesse des Nations*, n'est pas complètement délaissé par Ricardo, mais ses analyses et ses conclusions sont bien différentes et bien plus pessimistes.

Les *Principes* sont en fait un recueil d'essais sur la valeur, la rente, les salaires, les profits et bien d'autres sujets. Le premier chapitre, long et obscur, des *Principes* est consacré à « la valeur ».

[bb.pages.article.menu.tree](#)



la note 4 du paragraphe 6 du premier chapitre des *Principes* :

« Possédant l'utilité, les marchandises tirent leur valeur échangeable de deux sources : leur rareté et la quantité de travail nécessaire pour les obtenir. (...) La valeur de certaines marchandises est déterminée par leur rareté seule ; ces marchandises ne représentent toutefois qu'une très petite partie de la masse des marchandises échangées quotidiennement sur le marché. La plus grande partie des marchandises est fournie par le travail et ces marchandises peuvent être multipliées quasiment sans limite. (...) Donc, en parlant des marchandises, de leur valeur échangeable et des lois qui en réglementent les prix relatifs, nous entendons uniquement des marchandises telles qu'elles puissent être augmentées en quantité par les efforts humains et sur la production desquelles la concurrence joue sans entraves. »^[22]

Exprimée simplement, la théorie de Ricardo affirme que, en règle générale, les marchandises s'échangent les unes contre les autres, sur des marchés où joue la concurrence, d'après les quantités relatives de travail nécessaires pour les produire. La valeur des « tableaux précieux, statues, livres et médailles rares, vins d'une qualité exquise » dépend par contre de leur rareté, précise Ricardo.

Ricardo ne fait jusqu'ici que reprendre la formule d'Adam Smith qu'il cite avec approbation : « Les quantités proportionnelles de travail nécessaires pour obtenir chaque objet paraissent offrir la seule donnée qui puisse conduire à poser une règle pour l'échange des uns contre les autres. » Ricardo précise toutefois « qu'il n'est pas exact de dire, comme Adam Smith « que, puisque le même travail peut quelquefois acheter une plus grande, ou une plus petite quantité de marchandises, c'est la valeur des marchandises qui change, et non celle du travail ». »^[23]

Ricardo critique cette proposition, car elle fait de la valeur une fonction des salaires et donc de la répartition. Or, comme on l'a vu, Ricardo veut montrer que les salaires peuvent augmenter sans que les prix augmentent. Il faut donc que la valeur soit

les quantités comparatives de denrées qu'on donne à l'ouvrier en échange de son travail. »^[24]

Le temps de travail est donc une « bonne » mesure de la valeur, même si Ricardo admet aisément qu'elle n'est pas parfaite :

« En faisant du travail le fondement de la valeur des marchandises et de la quantité comparative de travail nécessaire à leur production, la règle déterminant les quantités respectives de marchandises qui seront données en échange les unes des autres, nous ne devons pas être censés nier les écarts temporaires et accidentels entre le prix des marchandises sur le marché et leur prix premier et naturel. »^[25]

À la question de savoir pourquoi il y a « différentes qualités de travail [et comment] comparer un travail d'une heure ou d'un jour dans un certain genre de production avec un travail de la même durée consacré à une autre production », Ricardo s'en sort par une pirouette :

« L'estimation que l'on fait des différentes qualités de travail est rapidement fixée sur le marché, et elle l'est avec une précision suffisante pour la pratique : elle dépend, en grande partie, de l'habileté relative du travailleur, et de l'intensité avec laquelle il a travaillé. L'échelle des valeurs une fois établie n'est sujette qu'à peu de variations. Si la journée de travail d'un joaillier vaut plus que celle d'un ouvrier ordinaire, cette proportion a été reconnue et déterminée depuis longtemps et elle est cataloguée à l'endroit voulu dans l'échelle des valeurs. »^[26]

John McCulloch

John Ramsay McCulloch (1789-1864) est un des plus fervents défenseurs des idées ricardiennes qu'il présente dans son livre *The Principles of Political Economy*, un ouvrage qui est généralement considéré comme le premier

consacrée au paiement des salaires. Cette somme n'est pas invariable, car elle peut augmenter avec l'épargne et elle s'accroît avec le progrès économique ; mais on peut raisonner comme si, à un moment donné, elle était fixée. » (J. S. Mill, *The Fortnightly*. May, 1869) Marx critique sévèrement cette théorie : « Le dogme de la quantité fixe du capital social à chaque moment donné a été mis en avant par Bentham et ses acolytes, les McCulloch, les Mill et *tutti quanti*, avec une arrière-pensée "utilitaire". Ils l'appliquent de préférence à cette partie du capital qui s'échange entre la force ouvrière et qu'ils appellent indifféremment "*fonds de salaires*", "*fonds du travail*". D'après eux, c'est là une fraction particulière de la richesse sociale, la valeur d'une certaine quantité de subsistances dont *la nature* pose à chaque moment les bornes fatales, que la classe travailleuse s'escrime vainement à franchir. La somme à distribuer parmi les salariés étant ainsi donnée, il s'ensuit que si la quote-part dévolue à chacun des partageants est trop petite, c'est parce que leur nombre est trop grand, et qu'en dernière analyse leur misère est un fait non de l'ordre social, mais de l'ordre naturel. »

Plus embarrassante encore pour la démonstration de Ricardo est la question relative à l'utilisation d'autres facteurs de production que le travail. Adam Smith avait souligné que les circonstances qui déterminent les valeurs relatives des produits en fonction du temps de travail ne sont valides que dans des sociétés primitives où « les chasseurs s'échangent des castors contre des daims ».

Dans la société anglaise du XIX^e siècle, où il y a « accumulation du capital et appropriation de la terre », les marchandises sont produites avec du capital circulant (travail) et du capital fixe (machines et bâtiments). Les valeurs relatives des marchandises ne peuvent donc plus être mesurées uniquement par le « travail directement incorporé ». Or Ricardo considère toujours que le prix du blé est uniquement déterminé par le travail utilisé de telle sorte que le facteur de production « terre » est éliminé de la détermination de la valeur

valeur d'une marchandise peut donc toujours s'exprimer en fonction du temps de travail (direct et indirect) utilisé dans sa production.

Mais cette solution habile n'est plus valable si les marchandises sont produites avec des proportions différentes de capital circulant et de capital fixe, ni si les machines ont une durée de vie différente, ni si certaines marchandises mettent plus de temps que d'autres à être mises sur le marché.

L'interprétation stricte de la théorie de la valeur travail s'effondre. Ricardo propose alors une argumentation empirique selon laquelle le capital mis en œuvre par les entreprises varierait à peu près dans les mêmes proportions que le travail utilisé. Dans ces conditions :

« L'effet le plus sensible sur le prix des marchandises qui peut être produit par un accroissement des salaires ne dépasse pas 6 ou 7 pour cent, car on ne saurait admettre que les profits, dans quelque circonstance que ce soit, puissent subir une diminution plus forte. »^[27]

C'est ce que George Stigler a appelé « La théorie de la valeur-travail à 93 pour cent » !^[28]

Mais, peu de temps après la publication de la deuxième édition des *Principes*, Ricardo reconnaît ses doutes :

« Après avoir étudié de mon mieux la question, je pense qu'il y a deux causes qui occasionnent des variations de la valeur relative des marchandises : 1) la quantité relative de travail requise pour les produire ; 2) le temps relatif qui doit s'écouler avant que les résultats de ce travail arrivent sur le marché. (...) Je dois avouer que le sujet de la valeur est plein de difficultés. Je serais très content d'arriver à les résoudre et d'arriver à trouver une mesure de la valeur qui ne soit soumise aux critiques qui ont été faites à toutes celles que j'ai proposées. Je pense parfois que si j'avais à réécrire le chapitre « De la valeur », j'admettrais que la valeur relative

La solution idéale consisterait à trouver une marchandise qui utilise le capital *moyen* par travailleur, de telle sorte que son prix reflète correctement la valeur du travail incorporé et ne varie pas en fonction de la distribution. C'est ce que continue vainement à chercher Ricardo jusqu'à sa mort, comme le prouve son dernier écrit incomplet intitulé « Valeur absolue et valeur d'échange »^[30].

Le long détour, à notre avis infructueux, que consacre Ricardo à la théorie de la valeur lui permet cependant d'obtenir les relations fondamentales qu'il recherchait pour expliquer la distribution du revenu national entre les classes sociales : dans le gâteau qui représente le revenu national, une partie est prélevée comme rente par les propriétaires fonciers, une autre partie correspond aux salaires et les profits représentent la partie résiduelle. Dès la publication de la première édition des *Principes*, Malthus écrit à Ricardo : « J'ai lu votre ouvrage avec beaucoup de satisfaction (...), mais je ne suis pas d'accord avec vous sur le fait que seul le travail, au sens où vous l'entendez, est soit en théorie, soit en pratique, la meilleure mesure de la valeur d'échange. »^[31] On comprend pourquoi Marx, « post-ricardien mineur », qualifie Malthus d'« économiste vulgaire ».

Les règles de la distribution et les perspectives de l'économie à long terme

Le deuxième chapitre des *Principes* est consacré à la rente. Ricardo reprend l'argumentation qu'il avait développée dans *Essay on Profits* et qui se résume à affirmer que la rente foncière augmente quand la population s'accroît, car il faut mettre en valeur des terres de moins bonne qualité.

Dans le quatrième chapitre des *Principes*, Ricardo explique comment se forment et évoluent les salaires. Il énonce les propositions suivantes : le travail est une marchandise, comme toutes les autres et son « prix de marché » se détermine en fonction de la demande et de l'offre. La demande de travail dépend du capital, tandis que l'offre de travail est déterminée par le nombre de personnes venues au

« Le travail, comme toutes les autres choses qui s'achètent et se vendent, et qui peuvent augmenter ou diminuer en quantité, a son prix naturel et son prix marchand. Le prix naturel du travail est celui qui est nécessaire pour permettre aux travailleurs de subsister et de perpétuer leur espèce sans accroissement ni diminution. »^[32]

Cette théorie très rigide des salaires de subsistance est toutefois atténuée par l'évolution historique, car Ricardo sait bien que le niveau de vie des masses populaires anglaises a augmenté au fil du temps :

« On aurait tort de croire que le prix naturel des salaires, estimé en nourriture et autres objets de première nécessité, est absolument fixe et constant. Il varie, à différentes époques, dans le même pays et il est très différent dans différents pays. Il dépend essentiellement des us et coutumes des gens. (...) Bien des choses qui constituent aujourd'hui l'ordinaire d'un paysan anglais auraient été considérées comme des produits de luxe à une période plus reculée de notre histoire. »^[33]

Il souhaite d'ailleurs, pour des raisons démographiques, que les travailleurs puissent changer de « mœurs et d'habitudes » :

« Les amis de l'humanité ne peuvent que désirer que, dans tous les pays, les classes laborieuses aient le goût du confort et des distractions, et qu'elles soient incitées, par tous les moyens légaux, à les acquérir. On ne saurait trouver de meilleur frein à une population surabondante. »^[34]

Ricardo rappelle son opposition aux lois sur les pauvres (*Poor Laws*) qui, selon lui, les pénalisent, car elles les incitent à ne pas travailler :

« Comme pour tout contrat, la fixation des salaires devrait être laissée à la concurrence libre et loyale du marché et ne jamais être entravée par l'intervention des autorités. La tendance manifeste des lois sur les pauvres est

les pauvres, et en faisant comprendre à ces derniers le prix de l'indépendance, en leur montrant qu'ils ne doivent plus compter sur la charité systématique ou occasionnelle, mais sur leurs propres efforts, en leur montrant enfin que la prudence est nécessaire et la prévoyance utile, on approchera par étapes d'une situation plus raisonnable et plus saine. »^[35]

En termes contemporains, on pourrait dire que Ricardo est partisan du passage du « *welfare* » au « *workfare* ». Puis il en vient à l'énoncé célèbre de sa théorie de la distribution :

« Toute augmentation de salaire entraîne nécessairement une baisse des profits. Si le blé doit être partagé entre le fermier et le travailleur agricole, plus la proportion attribuée à ce dernier sera importante, moins il en restera pour le premier. De même, si le tissu et les étoffes de coton sont partagés entre l'ouvrier et son employeur, plus la proportion attribuée au premier sera importante, moins il en restera pour le dernier. »^[36]

L'héritage de Ricardo : des « socialistes ricardiens » à Marx

On comprend que le mouvement coopératif qui apparaît à cette époque se soit emparé des implications politiques de l'affirmation de Ricardo. À l'argument moral selon lequel les fruits du travail appartiennent aux travailleurs, les « socialistes ricardiens », dont le plus connu est Thomas Hodgskin, peuvent désormais ajouter l'argument « scientifique » de Ricardo :

« Les salaires varient en sens inverse des profits. Les salaires augmentent quand les profits baissent, et les profits augmentent quand les salaires baissent. Ce sont donc les profits, c'est-à-dire la part du produit national des capitalistes, qui sont opposés aux salaires, c'est-à-dire la part des travailleurs. »^[37]

Marx et Proudhon, à leur tour, seront évidemment inspirés par cette interprétation

« Dans la mesure où le socialisme moderne, quelle que soit sa tendance, est sorti de l'économie politique bourgeoise, il a pratiquement sans exception repris la théorie ricardienne de la valeur. Les deux propositions que Ricardo proclame en 1817 tout au début des *Principes*, 1) que la valeur de toute marchandise est purement et uniquement déterminée par la quantité de travail nécessaire à sa production, et 2) que le produit du travail social tout entier est divisé entre les trois classes : les propriétaires fonciers (la rente), les capitalistes (le profit) et les travailleurs (les salaires) – ces deux propositions ont été depuis 1821 utilisées en Angleterre pour aboutir à des conclusions socialistes, et cela, avec un tel mordant et une telle résolution, que ces ouvrages, qui avaient été quasiment oubliés avant d'être redécouverts par Marx, sont restés insurpassés jusqu'à la publication du *Capital*. »^[38]

Les « socialistes ricardiens »

Thomas Hodgskin (1787-1869) fait partie d'un groupe d'auteurs des années 1820 qui ajoutent à la croyance dans la bonté et la rationalité humaines des disciples de Robert Owen – ceux que Marx appellera « les socialistes utopiques » – la foi en une économie scientifique basée sur les principes de Ricardo (voir le chapitre « Le socialisme et la coopération »).

L'expression « socialistes ricardiens » n'est utilisée pour la première fois qu'à la fin du XIX^e siècle pour désigner les auteurs anglais qui, entre 1820 et 1840, affirment comme Hodgskin que les travailleurs ont droit au produit entier de leur travail, alors qu'une grande partie de ce produit est prélevé, disent-ils, sous forme de rente, de profit et d'impôts par les classes possédantes qui ne contribuent en rien à la production. ■

La baisse tendancielle du taux de profit

Dans le schéma général de Ricardo, les profits sont déterminés de manière

[bb.pages.article.menu.tree](#)



« La tendance naturelle des profits est donc de baisser parce que, s'il y a des progrès de la société et de la richesse, la quantité supplémentaire de nourriture requise exige un travail toujours croissant. Cette tendance des profits à la baisse est souvent et heureusement contrecarrée par les progrès du machinisme, ainsi que par les découvertes agronomiques, qui nous donnent le moyen d'épargner une partie du travail, et de diminuer ainsi le prix des articles de première nécessité pour le travailleur. Ce renchérissement des salaires a cependant des bornes ; car aussitôt que les salaires auront monté, il ne pourra plus y avoir d'accumulation, puisque le capital supplémentaire ne rapportera plus de profit, il n'y aura pas de demande supplémentaire de travail, et la population aura atteint son maximum. »^[39]

La baisse du taux de profit due à la hausse des salaires, elle-même déclenchée par le progrès économique, aboutit donc à arrêter l'accumulation du capital, donc la croissance économique, et en conséquence la croissance démographique :

« Bien avant que cet état des prix soit devenu permanent, il n'y aura plus de motif pour accumuler. (...) Il est tout aussi impossible au fermier et au manufacturier de vivre sans profits, qu'à l'ouvrier d'exister sans salaire. Le motif qui les pousse à accumuler diminue à chaque baisse des profits, et il cesse entièrement quand les profits sont si faibles qu'ils ne compensent plus suffisamment la peine et le risque qu'ils prennent en employant leur capital de façon productive. »^[40]

Le progrès technique et les intérêts de la classe ouvrière

La présentation de Ricardo est d'autant plus pessimiste que la mécanisation, qui relève le taux de profit et permet la poursuite de la croissance, est, en définitive, néfaste aux travailleurs :

« Je croyais que l'usage des machines était éminemment favorable à la classe

dans des voies nouvelles. Si par l'emploi de machines nouvelles, on parvenait à quadrupler la quantité de bas fabriqués et que la demande de bas ne faisait que doubler, il faudrait nécessairement licencier un certain nombre d'ouvriers ; mais comme le capital qui servait à les entretenir existait toujours, et que l'intérêt des capitalistes devait être d'employer productivement ce capital, il me semblait que ce capital irait alimenter quelque autre industrie utile à la société. (...) Je suis maintenant convaincu que la substitution des forces mécaniques aux forces humaines pèse quelquefois très lourdement, très péniblement sur les épaules des classes laborieuses. »

Entre 1817, date de la publication de la première édition des *Principes*, et 1821, Ricardo change radicalement d'opinion. Dans les deux premières éditions du livre, il affirme qu'il ne peut pas y avoir de chômage entraîné par la mécanisation et que l'introduction des machines ne présente que des avantages puisque toutes les classes de la société bénéficient de la baisse des prix des produits, que les profits se relèvent, que la croissance économique se poursuit en entraînant une demande de travail accrue. Dans la troisième édition, il écrit :

« Mon erreur provenait de ce que je faisais toujours croître parallèlement le produit net et le produit brut du pays, alors que tout prouve, au contraire, que les fonds où les propriétaires et les capitalistes puisent leurs revenus peuvent augmenter, alors que celui qui sert à maintenir la classe ouvrière diminue. »

Pour Ricardo, le produit brut correspond à la quantité totale de blé et de denrées de première nécessité qui est produite par les ouvriers de « l'entreprise-ferme ». Le produit net, qui revient au capitaliste-fermier, est la différence entre ce produit brut, et ce qui est versé aux ouvriers sous forme de salaires pour acheter cette nourriture. Si au lieu de produire du blé, les ouvriers produisent une machine, le produit brut (en blé) diminue d'autant, alors que le produit net, ce qui reste au capitaliste, ne change pas, car, grâce à la machine, il peut, avec une quantité moindre de travail produire une valeur égale de marchandises autres que les biens

La conséquence de la mécanisation est donc inexorable si on suppose, comme le fait Ricardo, que « la faculté de payer et de maintenir des ouvriers » ne dépend que de la quantité de « subsistances et d'objets de première nécessité » qui est produite :

« Comme la faculté d'entretenir une population et d'employer du travail, dépend toujours du produit brut d'une nation, et non de son produit net, la demande de bras diminuera nécessairement, la population deviendra excessive et la classe ouvrière entrera dans une période de détresse et de pauvreté. »

Ricardo donne ainsi rétrospectivement des arguments aux actions brutales de destruction de machines auxquelles se sont livrées les Luddites en 1811 et 1812. On comprend aisément l'engouement des « proto-socialistes », comme William Thompson qui fait partie du « mouvement coopératif » lancé par Robert Owen, et qui est le premier à utiliser en 1827 le terme « socialiste » (*socialist or communionist*), pour ce passage des écrits de Ricardo :

« La découverte et l'usage des forces mécaniques peuvent être suivis d'une diminution du produit brut, et toutes les fois qu'il en sera ainsi, la classe laborieuse souffrira, car elle deviendra trop importante comparée aux fonds qui servent à l'employer. (...) L'opinion de la classe ouvrière selon laquelle l'utilisation des machines est fréquemment contraire à ses intérêts, n'est pas due à ses préjugés, et elle n'est pas une erreur, car elle est conforme aux principes corrects de l'économie politique. »^[41]

Le mouvement luddite

Le mouvement luddite qui débute en 1811, tire son appellation d'un leader mythique Ned Ludd. Pendant quelques mois, le mouvement est si puissant qu'il y a des batailles rangées entre l'armée et les luddites. La répression est sévère – en général c'est la déportation en Australie – et la peine de mort peut être appliquée à ceux qui ont détruit des machines textiles. Voici un extrait d'une

[bb.pages.article.menu.tree](#)



pour les détruire. Si vous tirez sur mes hommes, ils ont l'ordre de vous tuer et de brûler tous vos immeubles. Allez dire à vos voisins qu'un tel sort les attend s'ils ne démontent pas leurs machines. Signé : le général de l'armée, Ned Ludd. » ■

Les gains de l'échange international

La contribution principale de Ricardo à la théorie du commerce international figure au chapitre VII des *Principes*, dans lequel est présenté le principe de « l'avantage comparatif » un exposé qui est toujours utilisé dans les discussions théoriques contemporaines. Ricardo commence son analyse en reprenant l'argumentation anti-mercantiliste d'Adam Smith. Chaque pays a intérêt à utiliser son « avantage absolu »^[42], c'est-à-dire se spécialiser dans les productions où il est le plus efficace :

« Il est important pour le bonheur des hommes que nos plaisirs soient augmentés par une meilleure distribution du travail, et cette distribution est toujours meilleure lorsque chaque pays produit les choses qui s'accordent le mieux avec son climat, sa situation et ses autres avantages, naturels ou artificiels. (...) L'échange lie entre elles toutes les nations du monde civilisé par les nœuds communs de l'intérêt, par des relations amicales, et il en fait une seule et grande société. »

Puis Ricardo montre, sans doute pour la première fois, que le commerce peut se faire à l'avantage des deux parties, même lorsque l'une des deux est plus efficiente que l'autre dans la production des deux marchandises échangées. Robert Torrens, 1780-1864, publie en 1815 *An Essay on the External Corn Trade* dans lequel il présente également le concept d'avantage comparatif. À la différence de Ricardo, Torrens ne propose toutefois pas de libéraliser unilatéralement le commerce, mais d'introduire des « tarifs douaniers » réciproques.

La démonstration de Ricardo représente une étape importante du développement

toutes deux fabriquées en Angleterre ou au Portugal.

Les conditions de l'Angleterre font peut-être que, pour y fabriquer du drap, il faille le travail de cent hommes pendant une année, alors que si elle voulait faire du vin, il lui faudrait peut-être le travail de cent vingt hommes pendant une année : il serait donc de l'intérêt de l'Angleterre d'importer du vin et d'exporter en échange du drap.

Au Portugal, la production de vin pourrait ne demander que le travail de quatre-vingts hommes pendant une année, alors que la production du drap exigerait le travail de quatre-vingt-dix hommes pendant un temps égal. Il serait donc avantageux pour ce pays d'exporter du vin en échange du drap. Cet échange pourrait même avoir lieu dans le cas où la marchandise importée par le Portugal serait susceptible d'y être fabriquée avec moins de travail qu'en Angleterre. Bien qu'il soit possible de produire le drap au Portugal avec le travail de quatre-vingt-dix hommes, il serait préférable de l'importer d'un pays où cette production nécessiterait le travail de cent hommes, parce que ce qu'il serait avantageux pour le Portugal d'employer son capital à faire du vin, en échange duquel il obtiendrait de l'Angleterre plus de drap qu'il ne pourrait en produire en y consacrant cette fraction du capital employée à la culture des vignes.

Dans ce cas, l'Angleterre donnerait le produit du travail de cent hommes pour le produit du travail de quatre-vingts. Un tel échange ne pourrait se faire entre les individus d'un même pays : on ne peut échanger le travail de cent Anglais contre celui de quatre-vingts Anglais. (...) Il est aisé d'expliquer la cause de la différence qui existe lorsqu'on raisonne avec un seul pays et plusieurs pays : cela tient à la facilité avec laquelle le capital passe constamment, dans le même pays, d'un endroit à l'autre pour trouver un emploi plus profitable, et aux obstacles qui s'opposent au déplacement des capitaux d'un pays à l'autre. »^[43]

Ricardo vient de montrer que les intérêts des *deux* pays se trouvent favorisés par la spécialisation, puisque, en définitive, la quantité totale de biens utilisée par les habitants de *chaque* pays est supérieure à ce qu'elle aurait été en l'absence de

Il est vrai que la démonstration de Ricardo s'appuie sur deux hypothèses restrictives – la valeur expliquée par la quantité de travail utilisé et l'immobilité des capitaux – mais cette conclusion particulièrement optimiste justifie pleinement le combat incessant de Ricardo pour la liberté des échanges.

De nombreux discours de politique économique de Ricardo devant les membres du Parlement reprennent le thème de l'ouverture commerciale :

« De tous les problèmes de [notre pays], je pense que les *Corn Laws* sont le pire. Je pense que si on se débarrassait des *Corn Laws*, et si notre politique générale sur ce sujet était complètement révisée, notre pays serait le moins cher du monde, et, au lieu de nous plaindre que notre capital s'en va, nous verrions venir le capital de tous les pays du monde civilisé. (...) Si le gouvernement adoptait une politique correcte quant aux *Corn Laws*, l'Angleterre serait le pays le meilleur marché dans lequel on puisse vivre, et elle ferait des progrès dans la voie de la prospérité tels que les honorables parlementaires ne peuvent pas les imaginer. »^[44]

Les parlementaires de l'époque font la sourde oreille, mais les idées libre-échangistes de Ricardo déboucheront, à terme, sur l'abolition des *Corn Laws* en 1846, sur la signature du traité de libre-échange entre la Grande-Bretagne et la France en 1860, sur la signature du *General Agreement on Tariffs and Trade* en 1947 et sur la création de l'Organisation mondiale du commerce en 1995.

Ricardo et le traité Cobden-Chevalier

Le 23 janvier 1860, la France et la Grande-Bretagne signent à Londres un traité commercial (*Anglo-French commercial treaty*) destiné à abolir les tarifs douaniers sur les matières premières et la majorité des produits alimentaires. Une taxe de 30 % est fixée pour les produits manufacturés. L'accord est négocié par les Français Eugène Rouher et Michel Chevalier et le Britannique Richard

Paul Samuelson, à qui on demande de citer une théorie, dans l'ensemble des sciences sociales, qui soit à la fois vraie et non triviale, répond :

« La théorie des avantages comparatifs de David Ricardo, parce qu'elle est logiquement vraie, et parce que le fait que des milliers d'hommes importants et intelligents n'ont jamais été capables de la comprendre ou de l'admettre après qu'on la leur ait expliquée, montre bien qu'elle n'est pas triviale ! »^[46]

À la question « Les tarifs douaniers et les quotas d'importation réduisent-ils le bien-être général ? », les économistes contemporains répondent « oui » à une écrasante majorité : le sondage effectué en 2000 auprès de 1 000 économistes de l'Association américaine des économistes donne les résultats suivants : « oui » : 72,5 % ; « oui sous réserves » : 20,1 % ; « non » : 6 %^[47]. En ce sens, nous sommes tous ou presque des ricardiens !

La « loi de Say » : une surproduction durable (*a general glut*) est impossible

Dans plusieurs chapitres des *Principes*, en particulier dans le chapitre XXI consacré aux effets de l'accumulation sur les profits et les capitaux, Ricardo montre un autre aspect optimiste de son analyse lorsque celle-ci s'applique aux problèmes de politique économique. Les producteurs sont généralement rationnels, explique Ricardo, et ils réagissent correctement aux évolutions de la demande :

« Quelle que soit la variabilité de la demande sous l'effet du goût, de la mode, ou des variations de la population, il arrive rarement qu'on ait à signaler, soit un engorgement (*glut*) à cause d'une production surabondante, soit des prix excessifs, à cause de la faiblesse de la production comparée à la demande. Il faut donc convenir que le mécanisme qui distribue le capital à chaque branche d'activité, dans des proportions qui conviennent exactement, est plus puissant qu'on ne le suppose généralement. »

des activités qui existaient jusqu'alors en Europe, que tous les capitalistes n'ont pas encore trouvé leur place dans la nouvelle répartition qui s'est imposée depuis. »

Mais il est certain qu'il ne peut pas y avoir durablement de production excédentaire :

« Monsieur Say a démontré de la façon la plus claire qu'il ne peut pas y avoir de capital inutilisé dans un pays, parce que la seule limite de la demande est la production. Personne ne produit, si ce n'est pour consommer ou pour vendre, et personne ne vend sans avoir l'intention d'acheter une autre marchandise, qui sera immédiatement utile pour lui, ou qui pourra contribuer ultérieurement à la production. En produisant, cette personne devient donc nécessairement, soit le consommateur de ses propres biens, soit l'acheteur et le consommateur des biens d'une autre personne. On ne peut pas supposer qu'il puisse être mal informé pendant longtemps des marchandises qu'il peut produire le plus avantageusement pour atteindre l'objectif qu'il a en vue, c'est-à-dire précisément d'acheter d'autres biens. Il est donc très improbable qu'il continuera de produire une marchandise pour laquelle il n'y a pas de demande. »^[48]

Ricardo continue en expliquant, comme le fait avant lui Jean-Baptiste Say, qu'il peut y avoir des déséquilibres dans certains secteurs, mais qu'une surproduction générale n'est pas envisageable :

« Les productions sont toujours achetées par d'autres productions, ou d'autres services et le numéraire n'est que le moyen par lequel s'effectuent ces échanges. On peut parfois produire trop d'une marchandise, ce qui entraîne un tel excédent sur le marché qu'il est impossible de rembourser le capital qui a été dépensé, mais ce ne peut pas être le cas pour toutes les marchandises simultanément. »^[49]

Dans son *Traité* de 1803, Jean-Baptiste Say écrit : « Il est bon de remarquer qu'un produit terminé offre, dès *cet instant*, un débouché à d'autres produits pour tout le montant de sa valeur. En effet, lorsque le dernier producteur a terminé un produit, son plus grand désir est de le vendre, pour que la valeur de ce produit ne chôme pas entre ses mains. Mais il n'est pas moins empressé de se défaire de l'argent que lui procure sa vente, pour que la valeur de l'argent ne chôme pas non plus. Or, on ne peut se défaire de son argent qu'en demandant à acheter un produit quelconque. On voit donc que le fait seul de la formation d'un produit ouvre, dès l'instant même, un débouché à d'autres produits. » Il ajoute : « Les entrepreneurs des diverses branches d'industrie ont coutume de dire que la difficulté n'est pas de produire, mais de vendre ; qu'on produirait toujours assez de marchandises, si l'on pouvait facilement en trouver le débit. Lorsque le placement de leurs produits est lent, pénible, peu avantageux, ils disent que l'argent est rare ; l'objet de leurs désirs est une consommation active qui multiplie les ventes et soutienne les prix. »^[50] ■

Ricardo sait très bien qu'il peut y avoir un nombre important de personnes sans travail et que les marchés ne fonctionnent pas toujours correctement :

« Des erreurs peuvent être commises, et les marchandises qui sont produites peuvent ne pas correspondre à la demande. Il peut y avoir alors surabondance de ces marchandises. (...) C'est toujours la mauvaise adaptation à la demande des marchandises produites qui constitue le vrai problème, et ce n'est pas l'abondance des marchandises. »^[51]

John Stuart Mill exprime ultérieurement la même idée : « La production n'est pas excessive, mais elle est simplement mal assortie. »^[52]

La surproduction peut venir de la « parcimonie » des capitalistes, rétorque Malthus

[bb.pages.article.menu.tree](#)



« Il est tout à fait possible par “parcimonie” de consacrer une part beaucoup plus importante du produit du pays à l’emploi de travail productif. » [Remarque : il faut se souvenir que, dans la terminologie de l’époque, le travail productif produit des marchandises de première nécessité dont la vente se fait à profit, alors que le travail improductif est celui qui correspond à la fourniture de services ou d’objets de luxe réservés à la consommation des capitalistes. Les capitalistes sont “parcimonieux” lorsqu’ils consomment moins de produits de luxe pour pouvoir accumuler du capital].

Il est tout à fait exact que les travailleurs qui sont ainsi employés sont autant des consommateurs que les travailleurs improductifs. Pour autant que les travailleurs sont concernés, il n’y a donc pas de diminution de la consommation ou de la demande. Mais la consommation et la demande occasionnées par les personnes employées dans le travail productif ne peuvent à elles seules fournir un motif à l’accumulation et à l’emploi du capital. (...) Comment est-il possible de supposer que la quantité accrue de marchandises obtenue par le nombre accru de travailleurs productifs, trouvera des acheteurs ? (...) Dans ce cas, il y aura évidemment une quantité inhabituelle de marchandises de toutes sortes sur le marché, puisque les travailleurs improductifs ont été convertis, par l’accumulation du capital, en travailleurs productifs. Comme le nombre total de travailleurs reste identique, et que le pouvoir et la volonté d’acheter des propriétaires fonciers et des capitalistes est, par hypothèse, diminuée, les marchandises vont nécessairement baisser en valeur, par rapport au travail, et les profits vont se réduire à presque rien, ce qui va paralyser la production pendant un certain temps. C’est précisément ce que signifie le terme surabondance (*glut*), qui, dans ce cas, est évidemment générale et non partielle. »^[53]

Ricardo répond en expliquant à Malthus que les marchandises produites trouveront forcément preneurs, puisque les travailleurs pourront les acheter plus facilement :

[bb.pages.article.menu.tree](#)



coûtent peu en travail, chaque travailleur aura les moyens de consommer une grande quantité de marchandises. Le désir de consommer existe quand le pouvoir de consommer est là. Ce pouvoir n'est pas annihilé, mais il est transféré au travailleur. (...) Tant que le pouvoir et le désir de consommer existent, il y a nécessairement une demande. »^[54]

Dans son *Traité*, Jean-Baptiste Say écrit : « Le soutien de la consommation n'est pas bénéfique au commerce. La difficulté consiste à fournir les moyens de la consommation, et non d'en stimuler le désir, et nous avons vu que seule la production fournit ces moyens. Le but d'un bon gouvernement est de soutenir la production, celui d'un mauvais gouvernement de soutenir la consommation. » Pour les économistes de l'époque, le débat sur la surproduction s'achève avec la victoire très nette de Ricardo. « La notion d'insuffisance de la demande effective acquiert une certaine importance parmi les explications scientifiques du chômage, au cours de la dernière partie de la vie de Malthus (...), Ricardo reste complètement sourd aux observations de Malthus », regrette Keynes (*Théorie générale*, chapitre XXIII).

L'opposition entre Malthus et Ricardo se retrouve sur le choix des mesures qu'il convient de prendre dans le cas où « la condition des classes laborieuses s'abaisse notablement ». Ricardo est, comme toujours, contre l'intervention de l'État dans les mécanismes de marché, alors que Malthus préconise le recours à des travaux publics :

« Pour aider les travailleurs dans les circonstances actuelles, il est désirable de les employer dans des types de travaux, dont les résultats ne se vendent pas sur le marché, comme les routes et les travaux publics », dit Malthus.

« Je ne fais pas partie de ceux qui pensent que dépenser de l'argent dans le but d'employer des pauvres est une méthode d'aide très efficace, car cela détourne des fonds qui, dans d'autres emplois, seraient autant sinon plus productifs pour la société. Cette fraction du capital qui emploie les pauvres sur les routes par exemple pourrait employer des hommes ailleurs et je pense que toute

l'époque

Il est sans doute difficile de porter un jugement péremptoire sur les théories de la valeur et de la distribution développées par Ricardo. L'auteur de cet ouvrage est, sur ce point, plutôt favorable au point de vue de Stanley Jevons selon lequel :

« On se rendra un jour compte que David Ricardo, cet homme remarquable mais obstiné, a fait prendre une mauvaise route à la voiture de la science économique, une direction vers laquelle elle s'est encore plus égarée à cause de son remarquable, mais également obstiné, admirateur, John Stuart Mill. Il y avait des économistes, comme Malthus et Senior, qui avaient une bien meilleure compréhension des vraies théories – même s'ils n'étaient pas exempts des erreurs ricardiennes – mais ils ont été écartés par l'influence de l'école Ricardo-Mill. » ^[56]

Il est impossible toutefois de ne pas reconnaître que la doctrine économique de Ricardo avait, à son époque, une incontestable force explicative. Frank Knight, le grand économiste de la « première école de Chicago », qui reproche vivement à Ricardo sa théorie de la valeur-travail, souligne que les abstractions de Ricardo visent à comprendre le monde réel :

« Si nous pouvions envisager le système de Ricardo dans un éclairage purement historique, comme une explication des événements de son époque, il correspondrait d'une manière générale, aux faits, en ce qui concerne le changement capital qui se produisit en Angleterre pendant le demi-siècle antérieur à la date de parution des *Principes*. » ^[57]

Le problème auquel Ricardo cherche une explication, dit Knight, « est celui des hausses multiples des prix des produits agricoles comparativement aux prix des produits manufacturés. Et il serait, somme toute et superficiellement correct d'expliquer cela par l'augmentation du "travail" dans les manufactures, grâce aux

Les Principes : une théorie économique devenue « esclave de ses propres hypothèses »

John Stuart Mill est l'auteur qui a le mieux développé la méthodologie ricardienne, ce qui ne l'empêche pas d'expliquer remarquablement les risques de la démarche de l'auteur : « Il y a, si on n'y fait pas sérieusement attention, une tendance pratiquement irrésistible de l'esprit humain à devenir l'esclave de ses propres hypothèses ; et quand cet esprit s'est habitué à raisonner, à ressentir, à réfléchir pendant longtemps dans le cadre de certaines conditions arbitraires, de prendre ces conditions pour des lois de la nature. »^[59]

Schumpeter n'hésite pas à parler de « vice ricardien » pour qualifier la méthode d'analyse économique qu'utilise Ricardo :

« Ricardo ne s'intéressait pas principalement aux questions fondamentales ou aux vastes généralisations. (...) Il était intéressé par des résultats sans équivoque ayant une signification directe et pratique. Pour y arriver, il a découpé le système général en pièces, les a regroupées en parties les plus grosses que possible, et il les a mises à la chambre froide, de façon à ce que le plus de choses possible soient congelées et "données". Il a ensuite ajouté hypothèse simplificatrice sur hypothèse simplificatrice, jusqu'à ce qu'il ait tout fixé grâce à ces hypothèses et qu'il ne lui reste plus que quelques variables agrégées entre lesquelles s'établissent, grâce aux hypothèses, des relations simples ; et, en définitive, les résultats désirés apparaissent presque comme des tautologies. Par exemple, un théorème fameux de Ricardo est que les profits "dépendent" du blé. Et selon son hypothèse implicite et dans le sens particulier dans lequel il faut comprendre les termes de cette proposition, c'est non seulement vrai, mais indéniablement, en fait trivialement, vrai. Les profits ne peuvent pas dépendre d'autre chose, puisque tout le reste est "donné", c'est-à-dire congelé. C'est une théorie excellente qui ne peut pas être réfutée et qui ne manque de rien sauf de

Que faut-il retenir de l'influence de David Ricardo ?

Ricardo construit un modèle abstrait et déductif dans le but d'expliquer les faits économiques de la Grande-Bretagne du début du XIX^e siècle. Ce modèle permet à Ricardo de présenter et de défendre ses idées de politique économique.

Les règles ricardiennes sont simples. Elles reprennent largement, dans un contexte moins optimiste, les conclusions libérales d'Adam Smith : l'intervention de l'État sur les marchés des biens, des services et du travail doit être sérieusement justifiée avant d'être entreprise ; en ce qui concerne les échanges avec le reste du monde, l'intervention de l'État est généralement néfaste.

Si ces règles de politique économique sont respectées, l'économie ne doit pas connaître de graves problèmes car « tant que le pouvoir et le désir de consommer existent, il y a nécessairement une demande ».

On peut comprendre l'animosité de Keynes, partisan de la « reflation », à l'égard de Ricardo :

« Ricardo a conquis l'Angleterre aussi complètement que l'Inquisition a conquis l'Espagne. Non seulement sa théorie a été acceptée par la City, les politiques et l'université, mais toute controverse [sur comment et pourquoi la demande effective peut être insuffisante] s'est arrêtée depuis plus d'un siècle. »^[61]

David Ricardo et le consensus des économistes

3. L'échange est un jeu où tout le monde gagne

[bb.pages.article.menu.tree](#)



Date de mise en ligne : 09/03/2016

<https://doi-org.gorgone.univ-toulouse.fr/10.3917/arco.henr.2009.01.0073>

Domaines



Sciences Humaines et Sociales



Sciences, Techniques et Médecine



Droit et Administration



CAIRN.INFO

Raccourcis

Domaines

Cairn.info, plateforme de référence pour les publications scientifiques francophones, vise à favoriser la découverte d'une recherche de qualité tout en cultivant l'indépendance et la diversité des acteurs de l'écosystème du savoir.

Revue
Ouvrages
Que sais-je ? / Repères
Magazines
Rencontres
Dossiers
Listes de lectures

Sciences Humaines et Sociales
Sciences, Techniques et Médecine
Droit et Administration

Cairn.info

Langues

Avec le soutien de

Connexion

Cairn Pro

À propos

Contact

Aide

Français

English

Español



[bb.pages.article.menu.tree](#)



[Conditions d'utilisation](#) | [Conditions de vente](#) | [Politique de confidentialité](#) | [Gestion des cookies](#) |

[Accessibilité : partiellement conforme](#)

[Accès institutions](#)

Université de Toulouse - 193.50.45.221

bb.pages.article.menu.tree

